

LIBERTÉ, ÉGALITÉ,

NOUVELLES POLITIQUES

NATIONALES ET ÉTRANGÈRES.

TROISIÈME ANNÉE RÉPUBLICAINE.

(Ere vulgaire)

Vendredi 16 Janvier 1795.

SEPTIDI 27 Nivôse.

Le Bureau des Nouvelles Politiques, Feuille qui paroit tous les jours, est établi à Paris, rue des MOULINS, n°. 500, au coin de la rue THÉRÈSE. Le prix de la Souscription est actuellement de 45 livres par an, de 24 livres pour six mois, et de 13 livres 10 sols pour trois mois. Les lettres d'envoi doivent être chargées, attendu le grand nombre de celles qui s'égarent, et adressées franches au citoyen CHAS-FONTAINE. L'abonnement doit toujours commencer le premier de chaque mois (nouveau style.)

Les Souscripteurs et les Agens des Postes, dont les Abonnemens expirent à la fin de Nivôse, sont invités à les renouveler incessamment, s'ils ne veulent point éprouver d'interruption, et à s'adresser directement au Bureau, sans Employers, à Paris, d'agens intermédiaires, dont la négligence expose les Souscripteurs à des retards considérables dans les expéditions, et à des plaintes multipliées que le Bureau ne mérite point.

ISLES ANTIILLES.

De la Guadeloupe.

Le général Prescott conserve encore le fort Matilde avec un petit corps de troupes angloises; mais on a lieu de croire qu'il ne tardera pas à évacuer ce poste, depuis que le major Graham a été obligé de capituler avec les républicains.

Voici les termes de la capitulation, tels qu'ils ont été accordés à ce général.

Articles de capitulation relatifs au poste de Berville et de ses dépendances.

Art. 1°. La garnison aura les honneurs de la guerre, en considération de la bravoure qu'elle a montrée.

» Accordé.

II. Les habitans de l'isle qui coopèrent avec les troupes britanniques, tant les blancs que les hommes de couleur libres, étant tous des sujets britanniques, attendu qu'ils ont prêté le serment de fidélité à sa majesté le roi de la Grande-Bretagne, seront considérés & traités comme tels.

» Inadmissible; mais il sera accordé au général un bateau couvert qu'on regardera comme sacré.

III. Les troupes ainsi que les habitans qui ne voudront pas devenir sujets de la république française, seront envoyés en Angleterre aussi-tôt qu'on pourra se procurer des bâtimens de transport à cet effet.

» Les troupes seront envoyées en Angleterre aussi-tôt que les transports seront prêts. A l'égard des habitans, on a répondu dans l'article II.

IV. Les officiers, ainsi que les habitans qui se trouvent dans le camp, pourront emporter leurs bagages.

» Il sera permis aux troupes d'emporter les leurs.

V. Les malades & les blessés qu'on ne pourra pas envoyer sur les bâtimens de transport, seront soignés par des chirurgiens britanniques.

» Accordé.

VI. L'artillerie & les munitions de toute espèce seront rendues dans leur état actuel.

» Accordé.

VII. Toute difficulté qui pourroit avoir lieu relativement à l'observation des articles ci-dessus, sera terminée à l'amiable entre les commandans respectifs.

» Accordé.

Signé; COLIN GRAHAM.

Signé; VICTOR HUGUES.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE.

De New-York, le 13 novembre.

Une lettre reçue de l'armée de Wayne apprend que ce général, après avoir quitté le fort la Défiance, s'est avancé vers les villages des Miamis. Le major Champbell a évacué le fort situé près Catapacte. Les Indiens tinrent, le 29 août, après leur défaite, un conseil dans lequel les agens anglais s'efforcèrent de leur persuader qu'ils devoient risquer une nouvelle action: mais les Indiens rejetterent cet avis, & se dispersèrent pour rentrer chacun dans leurs habitations. Deux cents d'entr'eux périrent dans le combat; toutes leurs forces consistoient en 1500 Indiens & 80 Canadiens. Le Collecteur de Magara fut trouvé parmi les morts. On a remarqué que les provisions des Indiens étoient salées; ils les avoient dû recevoir des Anglais.

On voit dans une lettre datée de Pittbourg, écrite par une personne arrivant du fort Leboeuf, que les six nations

indiennes se sont déclarées pour la paix. Cette disposition est regardée comme une suite des succès du général Wayne.

Une personne, venant de Kentucky, a déclaré que le général Wayne a élevé un fort à peu de distance de celui occupé par les Anglais, près le lieu où les cataractes du Miamis se jettent dans le lac.

L'armée est à trente milles environ de Pittbousg, & est attendue sous quelques jours. Nombre d'insurgens qui ont traversé la rivière, ont été faits prisonniers. Il paroît que les insurgens sont disposés à se soumettre aux loix. Aucun des cinq mille, qui d'abord s'étoient rendus dans cette place, ne prendra les armes contre le gouvernement.

On a retiré des registres publics de New-York un tableau des francs tenanciers de cette ville, & des personnes y tenant boutiques ou magasins pendant cette année & les 4 précédentes. Il résulte de ce tableau, que le nombre de ces individus augmente considérablement chaque année, & a doublé dans l'espace de cinq ans :

| | |
|-------|-------|
| 1790. | 4500. |
| 1791. | 5800. |
| 1792. | 6700. |
| 1793. | 7700. |
| 1794. | 9000. |

R U S S I E.

De Pétersbourg, le 10 decembre.

Les succès de nos armes dans la Pologne semblent avoir redonné à l'impératrice une nouvelle énergie, & le desir plus prononcé de figurer autrement que par des promesses dans la coalition. Cependant on se persuade avec peine ici qu'il soit question d'envoyer une armée de 80 mille hommes sur le Rhin. La Pologne & la Turquie réclament toute l'attention de notre cabinet. Ce qu'il a fait de plus marquant jusqu'ici, a été d'applaudir à la résolution prise par les cabinets de Londres, de Vienne & de Berlin de travailler à une pacification avec la France, & de prendre en même-temps des mesures pour pousser avec vigueur la campagne prochaine, dans le cas que la république française se refuse à accorder la paix à ses ennemis.

Le baron de Humbrecht & le baron de Friedenberg, tous deux nobles, tous deux fabricateurs de faux assignats de France, viennent de subir la sentence prononcée par nos loix contre les faussaires. Comme les nobles dans notre jurisprudence ne peuvent être condamnés à la peine du knout, ceux-ci ont invoqué leur privilège, en vertu duquel ils ont été seulement exposés au pilori, marqués aux deux bras & envoyés ensuite en Sibérie. Deux marchands étrangers, intéressés avec eux dans cette fabrication, ont subi le knout, ont eu les narines fendues & ont été conduits ignominieusement jusqu'aux frontières. Il est dommage pour eux que la manufacture de ce genre, établie à Londres, soit détruite : ils y auroient trouvé de l'occupation.

Le comte de Lautrec, ancien officier-général au service de France, après avoir été employé en Russie, étoit passé à Londres ; & plutôt que de servir contre sa patrie, il s'étoit mis en route pour revenir ici. En passant par Berlin, il fut arrêté à la requête de quelques marchands qu'il avoit payés, il y a deux ans, avec des assignats qui se sont trouvés faux. Ce brave militaire n'avoit pas imaginé

que des assignats qu'il avoit reçus d'un agent des princes pussent être faux. Il s'adressa à notre ambassadeur à Berlin pour obtenir sa liberté provisoire, mais il ne put y réussir. Alors il prit le parti d'écrire aux ministres de l'impératrice : des courriers alloient partir pour le tirer de cette cruelle situation, lorsque l'infortuné Lautrec, ne pouvant supporter l'idée affreuse de passer pour un faussaire, finit ses jours dans sa prison. On a trouvé sur sa table trois lettres, dont une est adressée à l'impératrice, & dans laquelle, après l'avoir remerciée de la faveur qu'elle avoit accordée à un honnête homme malheureux, il lui recommande ses enfans.

On écrit de Stockholm qu'il y a actuellement dans la trésorerie de Suede près de 15 tonnes d'or, produit des contributions volontaires du peuple pour le maintien de l'honneur & de l'indépendance du royaume, il s'y trouve en outre une grande quantité de canons, de cordages & d'argenterie en boucles, & particulièrement en cafetiers.

A L L E M A G N E.

Des bords du Mein, le 2 janvier.

Les Prussiens se sont chargés de la défense des isles du Rhin près de Mayence, & il s'est fait à ce sujet une convention particulière entre le commandant de Mayence, M. de Neu, d'une part, & le général Ruchel, d'autre part.

Dès que cela a eu lieu, le feld-maréchal Mollendorff donna à l'armée qu'il commande l'ordre que voici :

« Le général Ruchel est chargé de la défense des isles & du commandement des troupes, qui, en certains cas, doivent voler à la défense de la place même de Mayence.

» Le général Kalkreuth employera tout le corps qui est à ses ordres à soutenir le général Ruchel ; il occupera sur-le-champ tous les postes qu'il pourroit laisser à découvert, ou d'où l'ennemi parviendroit à le débuser ; tous les deux donneront à leurs troupes des rendez-vous déterminés, ou, au moyen de falots, ou d'autres signaux convenus, elles seront instruites du lieu & de la nature du danger qu'il faudra repousser.

» Durant tout le siege, s'il a lieu, toutes les troupes seront habillées & prêts dès le point du jour ; les chevaux de la cavalerie seront sellés ; ceux de l'artillerie seront harnachés.

» L'armée principale, dans tous les cas où le feld-maréchal se sera porté personnellement, soit vers le corps de Ruchel, soit vers celui de Kalkreuth, soit vers quelque autre point menacé, se tiendra en réserve aux ordres du général Knobelsdorf.

» Le bagage des troupes qui sont absolument sur le bord du Rhin, sera envoyé un peu sur les derrières ; tous les officiers recevront communication des dispositions générales & provisoires ; ces dispositions ne pourront être absolues ni détaillées, que dans le cas où l'on sera instruit des desseins de l'ennemi, & des points contre lesquels il dirigera ses attaques.

» Au surplus, chaque commandant de poste est censé savoir ce que les circonstances lui ordonnent de faire.

» Dans tous les évènements d'une nature sérieuse, on me trouvera, moi feld-maréchal, soit à Cassel ou dans les isles.

P. S. » Le prince de Hohenlohe ne manquera pas de faire les mêmes dispositions dans le corps dont il a le

commandement : l'alle droite aura pour destination le soutien de la pointe du Mein, en même tems que l'entretien de la communication par le pont de Russelsheim; la gauche pourra veiller sur le Rhin, en le remontant, & couvrir la route de Francfort. Toutefois il n'est pas à présumer que l'ennemi, pendant le siège qu'il se résoud à entreprendre, songe à passer le Rhin entre le Mein & le Necker. »

BELGIQUE.

De Bruxelles, le 21 nivôse (10 janvier), v. st.

L'armée du Nord continue sa campagne d'hiver au milieu des glaces & des neiges, avec autant de succès que si c'étoit la saison la plus favorable de l'année. La colonne de troupes républicaines que nous avons annoncé précédemment s'être portée sur Thiel, s'est emparée de cette place. Les troupes alliées fuyent de toutes parts devant les français, sans même leur faire une résistance aussi forte que celle à laquelle on avoit lieu de s'attendre d'après leurs préparatifs. L'armée anglaise, hanovrienne & hessoise, va chercher un asyle derrière le Leck, & l'on s'attend d'un instant à l'autre à apprendre qu'elle a repassé ce bras du Rhin.

Tandis que cela se passe d'un côté, le corps d'armée française qui a passé la Meuse s'avance vers Gorcum, dans la vue sans doute de s'emparer de cette place, qui n'est point d'une force à pouvoir opposer une résistance bien longue. Déjà dans différentes affaires qui ont eu lieu le 17 & le 18, les républicains se sont emparés de plusieurs postes occupés par des troupes hollandaises, & dans ces différentes occasions l'on a pris à l'ennemi, des prisonniers, beaucoup de fourrages & de bestiaux. Nous apprenons aussi, que l'armée du prince héréditaire d'Orange ne se croyant plus en sûreté derrière Gorcum, vient d'abandonner ses positions pour en prendre d'autres plus éloignées d'un ennemi aussi actif que les français.

Ce n'est point seulement vers Thiel & Gorcum, que les troupes de la république poussent leurs succès avec la rapidité de l'éclair, afin de pénétrer incessamment dans le cœur de la province de Hollande, mais encore le corps qui bloque Breda, fait tous les préparatifs nécessaires pour réduire bientôt cette importante place. Un grand nombre de batteries se forment avec la plus grande activité pour en commencer d'abord le siège; déjà même, quelques bombes ont été jetées dans la ville, & elles sont le prélude d'un bombardement destructif & ruineux si le commandant s'obstine mal à propos à défendre cette forteresse.

P. S. Des lettres arrivées des frontières de la Hollande marquent, que la majeure partie de l'armée autrichienne commandée par le général Alvinzi, vient d'arriver dans la province d'Utrecht afin de couvrir l'intérieur des Provinces-Unies, menacées par les mouvemens des armées républicaines.

F R A N C E.

De Paris, le 27 nivôse.

Le renchérissement connu de toutes les dépenses d'administrations quelconques, a déjà forcé plusieurs théâtres d'augmenter le prix des places. Celui de la République, rue de la Loi, s'est constamment refusé à augmenter le prix des siéges, quoique les soins qu'il met

à la mise des ouvrages, lui occasionnent des dépenses très-considérables. L'administration, forcée par les circonstances, s'est enfin déterminée à porter le prix des places, & ce à compter du 28 nivôse, troisième année, au prix suivant :

Balcons & loges sur le théâtre, 6 liv.; loges grillées, orchestre & premières loges, 5 liv.; secondes loges, 4 liv.; troisièmes, 3 liv.; le parquet, l'amphithéâtre des quatrièmes & les cinquièmes loges demeureront au prix ordinaire de 30 sols.

Le Réveil de l'homme de lettres. N^o. III.

Un de mes amis, homme éclairé & zélé républicain, m'a fait quelques objections sur une phrase de mon second numéro. « Je sens, comme vous, m'écrivit-il, la nécessité d'épurer la langue politique, & de restituer aux mots leurs véritables acceptions, si l'on veut rendre à la raison son influence salutaire, & poser la liberté sur la plus solide base; c'est-à-dire sur des notions claires & des principes incontestables. Sans doute le philosophe qui écrit sur le gouvernement & ses formes diverses ne doit pas confondre un roi avec un tyran & traiter de tyrannie toutes les actions d'un tyran; ou bien il faut brûler les ouvrages de Platon, d'Aristote & de Polybe, ceux de Locke, de Montesquieu & de Rousseau. Mais la précision qu'on exige dans un ouvrage de philosophie ne peut guère s'appliquer aux mouvemens d'une révolution. Il y a eu un moment où, pour renverser un trône affermi par des siècles, & fonder une république sur ses débris, il falloit frapper fortement l'imagination du peuple, afin de détruire les vieux préjugés qui l'attachoient à la royauté & y substituer des principes plus conformes à la dignité & aux droits naturels de l'homme. Il ne voyoit les vices du gouvernement monarchique que dans les fautes du gouvernement; il falloit les lui faire voir dans la monarchie même. Vous connoissez tout l'empire de l'association des idées dans le langage; c'étoit donc, en lui présentant toujours l'idée de tyrannie à côté de celle de royauté, qu'on pouvoit attaquer avec force les préjugés d'habitude, qui s'opposoient au triomphe de sa liberté; & d'ailleurs ces notions étoient appuyées sur un principe sacré; c'est que toute autorité qui n'a pas sa source dans la volonté & le consentement du peuple, est tyrannie: telle est celle des rois, &c. »

Mon ami ne trouvera pas mauvais que je publie ici ce fragment de sa lettre; je donnerai un fragment de ma réponse dans le numéro prochain.

On peut avoir observé que les plus chauds partisans du terrorisme professé par Robespierre ne manquoient jamais d'écrire dans leurs journaux sanguinaires, de dire dans leurs diatribes, & de prononcer même à la tribune nationale, que ceux qui ne courboient pas leurs fronts sous les coups de la tyrannie étoient les agens de Pitt & Cobourg. Le discours de Georges III à la rentrée du parlement britannique, semble prouver au contraire que les oppresseurs de la liberté, que les dilapidateurs de la fortune publique en France, étoient les vrais & trop fidèles agens du projet qu'avoit formé Pitt d'avilir & de ruiner la république française par l'anarchie & la tyrannie.

Cette triste & tardive vérité se confirme par la nécessité où se trouvent aujourd'hui les comités de gouvernement de démolir pièce à pièce tout cet édifice de tyrannie qui

couvrait le sol entier de la France. Dans toutes les administrations, dans toutes les agences, dans toutes les commissions, dans l'organisation de la force armée, dans les départemens, dans les districts, dans les communes, tout étoit subordonné à l'impulsion de ces comités révolutionnaires qui dispoient à leur gré de la fortune & de la vie des citoyens. Les patriotes par excellence étoient alors les dénonciateurs, les égorgeurs, les voleurs; pour augmenter cette armée dépopulatrice, on crut devoir introduire dans les sections de Paris des salariés à 40 sols par tête chaque jour pair des décades, & ces salariés qui avoient aux jours impairs puisé ailleurs des principes de terreur, avoient fini par écarter des sections les citoyens paisibles & probes pour lesquels le seul symptôme de justice & de modération devenoit un signe de proscription. Dans ces tems désastreux, les véritables assemblées primaires alternoient leurs séances avec les sociétés populaires. Quand la société mere ne les tint plus, les sections n'eurent plus qu'une séance par décade.

La fidélité connue des sections envers la convention ne fut sûrement pas la cause de ce changement; mais les agitateurs frappés dans leurs chefs redoutèrent la sagesse des sections, ils craignirent qu'on n'y recherchât leurs crimes & leurs attentats. Ils eurent raison: Au dernier décade, il a été arrêté dans la grande majorité des sections des pétitions à la convention nationale, pour épurer toutes les administrations où les agens de Robespierre dominent encore. Ce sont eux, dit-on, qui entraveat même aujourd'hui la marche du gouvernement; ce sont eux qui sement la défiance entre les citoyens; ce sont eux qui tremblent de se voir perdus, si la main de la justice ouvre le rideau épais dont ils couvroient leurs cruautés & leurs dilapidations.

Divers écrits publics ont tracé le tableau incroyable des dépenses immenses que l'exploitation de la tyrannie a occasionnées; & dans ce tableau on voit que le seul déménagement des différentes agences a coûté 200 millions dans un an. On voit que les taxes révolutionnaires imposées arbitrairement ont enlevé aux fortunes particulières des sommes énormes qui sont allées se perdre dans les mains des dilapidateurs, sans avoir grossi en aucune manière le trésor national. . . . Le plan de réparer ces épouvantables calamités, est sans contredit applaudi par la plus grande & la plus saine partie de la nation. Il s'exécutera donc, malgré les menées des scélérats intéressés à le faire échouer, & c'est le seul moyen de rendre la république heureuse au-dedans, autant que nos armes l'ont rendue respectable au-dehors.

CONVENTION NATIONALE.

Présidence de LETOURNEUR (de la Manche).

Séance du 26 nivose.

Richard, au nom du comité de salut public, vient annoncer à la convention qu'aucun obstacle ne sauroit arrêter le courage des soldats de la république: ils bravent la rigueur de la saison, comme le feu des ennemis; l'armée du Nord s'est emparée du fort & de la tête du pont devant Nimegue; celle des Pyrénées orientales a remporté le fort de la Trinité; la ville de Roses

en est serrée de plus près; & l'escadre qui se trouvoit dans la rade, assaillie par le mauvais tems, a beaucoup souffert; la mer est couverte de ses débris.

Ces nouvelles ont été accueillies avec l'enthousiasme ordinaire qu'excitent les victoires de nos valeureux frères d'armes; cet enthousiasme étoit aujourd'hui d'autant plus vif, que pendant que Richard proclamait nos succès à la tribune, on voyoit à la barre 19 drapeaux enlevés par l'armée du Nord & qui étoient portés par deux guerriers qui avoient l'un & l'autre remporté un de ces étendards.

L'adjudant qui accompagnoit ces étendards en a fait hommage à la convention au nom de l'armée du Nord, & lui a exprimé les sentimens de respect & de dévouement dont cette armée est animée pour la république & la représentation nationale.

Le président répond que la convention s'occupe à triompher des ennemis du dedans, comme les armées, des ennemis du dehors; à assurer le regne de la justice, comme nos soldats la gloire & la liberté de la république.

Les guerriers qui sont à la barre, reçoivent les honneurs de la séance & le baiser fraternel du président au milieu des plus vifs applaudissemens. L'assemblée décrète la mention honorable & l'insertion au bulletin de l'hommage & des nouvelles.

Le comité de salut public, par l'organe d'un de ses membres, après avoir rendu justice au courage & au civisme du général Kellermann, ainsi qu'aux services qu'il a rendus à la liberté, propose de rapporter le décret qui destitue ce général.

Plusieurs députés s'empressent de faire l'éloge de ce général, persécuté par Robespierre. Pelet & Marec demandent aussi la liberté des généraux Miranda & Lacrosse, tous deux bons officiers & bons républicains. — Toutes ces propositions sont applaudies & décrétées.

A l'occasion de quelques articles d'un long projet de décret relatif à l'organisation des commissaires de guerre, Merlin demande que le comité de la guerre s'occupe de substituer par-tout l'instruction à l'ignorance, le talent à l'intrigue, la probité à l'impudence; à réformer les places inutiles, & à remplir les autres d'hommes qui veulent la république pour elle, & non pas pour leur bourse.

Merlin est vivement applaudi, & sa proposition renvoyée au comité.

Baraillon propose le projet de fête qui sera célébrée le 2 pluviôse, anniversaire du 21 janvier, jour de la mort de capet.

Clauzel observe que les mal-intentionnés répandent un jour on doit insulter les bustes de Lepelletier & Marat; projet loin du cœur des patriotes, mais tramé par les terroristes pour l'imputer ensuite à ceux qu'ils veulent perdre, & tromper encore l'opinion publique; mais, dit-il, ils sont observés par-tout.

Boissieux. — Je demande la liberté du culte pour ces saints la comme pour tant d'autres.

Nous ferons connoître demain la demande d'amnistie pour les délits politiques, excepté l'émigration, faite par Boudin à l'occasion des quatre députés en jugement, & le discours de Legendre. L'assemblée a passé à l'ordre du jour.